

## **Investir dans le logement social et communautaire pour accélérer la sortie de crise**

Les temps inédits que traversent le Québec et le monde entier ont amené les citoyens que nous sommes à revoir et à redécouvrir les besoins humains fondamentaux qui sont à la base de nos existences. Les anges gardiens de notre système de santé, les professionnels de l'éducation et les commis d'épicerie, pour ne nommer que ceux-là, n'avaient plus occupé l'espace médiatique collectif de la sorte depuis belle lurette et il était temps que nous les reconnaissons pour ce qu'ils sont : fondamentaux.

Les récentes directives de distanciation sociale et de confinement à la maison nous ont également fait redécouvrir quelque chose que bon nombre d'entre nous tenions pour acquis : la valeur d'avoir un chez-soi. L'importance de pouvoir compter, en temps de pandémie comme en temps normaux, sur un toit sous lequel se sentir en sécurité. Le besoin essentiel de pouvoir offrir à notre famille un espace de vie digne, un logement où nous retrouver pour échanger, pour partager, pour nous rassurer, pour nous aimer.

Bref, pour se confiner chez soi, il faut avoir accès à un chez-soi ! Imaginez comment se déroule une période de confinement pour celles et ceux qui n'ont pas de toit sous lequel s'abriter... Comment passer dignement à travers une situation déjà assez anxiogène lorsqu'une même famille partage les quatre murs d'une seule pièce insalubre ? Que peuvent faire les milliers de femmes pour qui le confinement est source d'abus et de violence. Face à la peur permanente, elles ont besoin d'un refuge.

**305 590<sup>1</sup> ménages locataires québécois vivent en ce moment dans un logement inadéquat ; imaginez un peu la détresse que procure un confinement obligatoire.**

Les valeurs de solidarité et de résilience, glorifiées et encouragées dans le combat contre la COVID-19, sont essentielles pour la nation québécoise. Nous n'avons pas le droit de fermer les yeux sur l'immensité des besoins en logements sociaux une fois la reconstruction entamée. D'autant plus que la situation économique des ménages québécois est déjà durement affectée et que cela accentuera la demande en logements abordables.

Pourquoi ne pas faire d'une pierre deux coups en érigeant la construction de logements sociaux en véritable pilier des efforts de reconstruction de notre économie ? C'est un chantier qui sera générateur d'emplois, de richesses, de bien-être et une garantie que le Québec sera mieux préparé pour affronter les effets de la crise actuelle et celles à venir. Il s'agit d'ailleurs d'un élément important parmi les mesures récemment proposées au gouvernement du Québec par 15 leaders

---

<sup>1</sup> Source : Statistique Canada, Recensement de la population, 2016.

des milieux économiques, sociaux, syndicaux et environnementaux pour une relance solidaire, prospère et verte.

**En effet, assurer un toit décent à toutes les Québécoises et tous les Québécois, surtout aux plus vulnérables de nos concitoyens, doit être plus qu'une simple possibilité, ce doit être un véritable projet de société!**

Comme lors de maintes crises, le secteur de la construction sera une des clés de la relance économique post-COVID-19. S'engager pleinement à répondre aux besoins importants de logements dignes et abordables pour la population québécoise est une stratégie qui pourrait s'avérer extrêmement payante! C'est prouvé, chaque dollar investi dans le développement du logement social et communautaire génère 2,30 \$ en activités économiques et crée de l'emploi à l'échelle locale pour de multiples professionnels et entreprises associés à la construction immobilière.

Dans le contexte actuel, il serait plus qu'à propos que des investissements gouvernementaux importants soient faits dans la construction de nouveaux logements sociaux et communautaires par le biais du programme AccèsLogis Québec. Une entente entre les gouvernements fédéral et du Québec dans le dossier du logement constituerait aussi un levier supplémentaire.

De plus, d'un point de vue environnemental, ces nouveaux investissements seraient l'occasion de construire des unités d'habitation communautaires écoénergétiques à proximité des projets structurants de transport collectif. Dans les régions plus rurales, ces efforts de construction de logements sociaux constitueraient une opportunité en or de revitaliser les noyaux villageois, des quartiers plus favorables à la marche, et d'encourager l'économie de proximité.

Conjuguer à des mesures de relance favorisant une économie sobre en carbone, l'achat local et l'innovation, l'investissement dans le logement social et communautaire nous semble un complément important pour bâtir une société plus résiliente et mieux équipée pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain.

### **Signataires**

Alain Marcoux, président, Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ)

Béatrice Alain, directrice générale, Chantier de l'économie sociale

Charles Milliard, président-directeur général, Fédération des chambres de commerces du Québec (FCCQ)

Michel Leblanc, président et chef de la direction, Chambre de commerce du Montréal Métropolitain (CCMM)

Mélanie Kéroack, présidente et chef de la direction intérimaire, Chambre de commerce et d'industrie de Québec (CCIQ)

Garry Lavoie, président, Caisse d'économie solidaire Desjardins  
Christian Savard, directeur général, Vivre en Ville  
Colleen Thorpe, directrice générale, Équiterre  
Karel Mayrand, directeur général Québec et Atlantique, Fondation David Suzuki  
Martin Vaillancourt, directeur général, Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ)  
Sylvain Gariépy, président, Ordre des urbanistes du Québec  
Isabelle Lizée, directrice générale, Carrefour action municipale et Famille  
Jean-Marc Chouinard, président, Fondation Lucie et André Chagnon  
Jacques Plante, président, ALTIUS  
Antoine Chaloub, Architecte propriétaire, Atelier Chaloub Architectes  
Fouad Geara, président, Groupe Module  
Maxime Laporte, directeur du développement, ventes et marketing, Groupe Quorum  
Mark Owen, associé principal, MONDEV  
Mélanie Robitaille, vice-présidente directrice générale, Rachel Julien  
Marco G. Virone, Sidcan  
Martin Montreuil, président, Technic Développement